

## HISTOIRE

# DE LA GUERRE D'INDÉPENDANCE AU BREXIT, UN SIÈCLE DE DIVISIONS DE L'ÎLE D'IRLANDE (1921-2021)

Martine PELLETIER\*

**RÉSUMÉ :** Cet article explique pourquoi la lutte pour l'indépendance s'est soldée par la partition de l'île d'Irlande en 1922, avec la création de la République d'Irlande et de l'Irlande du Nord qui est restée partie intégrante du Royaume-Uni. L'Accord de Belfast, signé en 1998, a mis fin à trente ans de conflit en Irlande du Nord grâce à l'instauration d'une relation de confiance entre Londres et Dublin et à l'effacement quasi-complet de la frontière irlandaise. Nous verrons comment le Brexit remet en jeu cette confiance et vient raviver la question de la frontière, voire d'une réunification de l'Irlande.

**SUMMARY:** This article seeks to explain why the struggle for independence resulted in the partition of Ireland and the creation of a Republic and an autonomous region, Northern Ireland, which remained part of the United Kingdom. The Belfast Agreement, signed in 1998, put an end to 30 years of violence in Northern Ireland. It was achieved in large part thanks to the trust that developed between London and Dublin and to the almost complete erasure of the border separating North and South. We will see how Brexit has come to undermine this trust and to push the issue of the border to the forefront, at the risk of reviving the desire for Irish reunification.

Résumer en quelques pages un siècle d'histoire de l'Irlande serait une gageure. Le propos visera plutôt à expliquer pourquoi la lutte pour l'indépendance s'est soldée par la partition de l'île en 1922 et à comprendre en quoi les

---

\* Maître de Conférences à l'Université de Tours. Membre correspondant de l'Académie des Belles-Lettres, Sciences et Arts de La Rochelle.

récents évènements autour du Brexit ont ravivé ces divisions. Car si l'île d'Irlande est bien une entité géographique, elle est divisée historiquement et politiquement en deux parties de tailles inégales, avec des statuts constitutionnels différents. La République d'Irlande (capitale Dublin), après de longues années passées sous le contrôle plus ou moins étroit de son voisin anglais puis britannique, s'est affranchie partiellement de cette tutelle en 1921 puis totalement en 1949, au terme d'un long processus qui a mêlé lutte armée et combat constitutionnel. L'Irlande du Nord (capitale Belfast), souvent également connue sous le nom d'Ulster, demeure partie intégrante du Royaume-Uni et s'est vue dotée d'un statut de région avec une autonomie restreinte dès 1920. L'Accord de Belfast, dit «du vendredi saint» signé en 1998 a mis fin en Ulster à trente ans de conflit et a permis d'atténuer les divisions grâce à l'instauration d'une relation de confiance entre Londres et Dublin et à l'effacement quasi-complet de la frontière entre les deux Irlandes ; mais les équilibres fragiles trouvés dans ce cadre sont mis à rude épreuve par le Brexit et les avatars du «protocole nord-irlandais», dont il est si souvent question dans le contexte de relations plus tendues entre Britanniques et Irlandais. La réunification de l'île, tant désirée par les Républicains irlandais, pourrait-elle devenir réalité ?

## DES DIVISIONS ANCRÉES DANS L'HISTOIRE

L'histoire révèle de profondes divisions entre les deux îles de l'archipel britannique. Force est de constater que la proximité géographique n'a pas empêché les conflits et les malentendus, c'est une litote. Pour aller à l'essentiel, l'Angleterre devenue normande revendique à partir du XII<sup>e</sup> siècle d'exercer son autorité sur tout ou partie des terres d'une Irlande divisée en provinces tenues par des chefs de clans celtes, de langue gaélique. Ces derniers n'hésiteront pas à l'occasion à faire alliance avec les barons anglais dans le cadre de luttes internes. La décision d'Henry VIII (1491-1547), roi d'Angleterre, de rompre avec Rome en 1534, comme suite au refus du pape d'accorder à Henry l'annulation de son mariage avec Catherine d'Aragon, génère une nouvelle ligne de faille qui s'avèrera durable, l'Irlande restant majoritairement et farouchement catholique, contrairement à sa voisine anglaise. Henry VIII puis Elizabeth I<sup>re</sup> (1533-1603) vont renforcer l'autorité politique de la couronne anglaise sur l'Irlande, entraînant les chefs gaéliques

dans l'orbite anglaise puisque ces derniers doivent reconnaître la suzeraineté des souverains britanniques pour pouvoir conserver leurs terres et leurs titres. Pour vaincre la résistance de deux de ces chefs, Hugh O'Neill (c. 1550-1616) et Hugh O'Donnell (1572-1602), désormais perçue aussi comme une menace religieuse du fait du soutien de la très catholique Espagne (bataille de Kinsale en 1601), des colons anglais et écossais «loyaux» sont implantés à partir de 1609 dans la province du Nord, l'Ulster, sur des terres confisquées. Cette colonisation crée les conditions d'une difficile cohabitation qui s'inscrira dans la durée. La partie septentrionale de l'île est anglicisée, sa population gaélique expulsée ou contrainte. À maints égards, l'Ulster va afficher sa différence, à travers sa proximité avec l'Ecosse, sa loyauté envers la couronne britannique, son rejet du catholicisme, son dynamisme économique.

De la rébellion manquée des Irlandais-Unis en 1798, inspirée par les idéaux des révolutions américaine et française, au soulèvement de Pâques à Dublin en 1916 avec la proclamation d'une République, des Irlandais de toutes confessions vont tenter de s'affranchir de la tutelle anglaise par les armes, sans grand succès. Le XIX<sup>e</sup> siècle voit s'organiser une lutte constitutionnelle dont les deux figures principales sont Daniel O'Connell (1775-1847), qui obtiendra l'émancipation des catholiques en 1829, et Charles Stewart Parnell (1846-1891) qui, à la tête du Parti Parlementaire Irlandais persuadera les dirigeants britanniques d'octroyer une large autonomie à l'Irlande.

En 1911, au terme de longues tractations entre le parti libéral britannique (en quête d'une majorité de gouvernement) et le parti parlementaire irlandais, un projet de loi, le troisième du genre, accordant à toute l'île d'Irlande une large autonomie avec son propre parlement, est voté par le parlement britannique de Westminster, malgré l'opposition véhémente de la minorité unioniste, favorable au maintien de l'Irlande au sein du Royaume-Uni. Ces Unionistes, pour beaucoup descendants des colons implantés depuis les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, désormais organisés au sein d'un parti politique du même nom et alliés aux conservateurs britanniques, sont nombreux à Dublin et majoritaires dans la province du Nord de l'île, l'Ulster. Ils ont tout tenté pour convaincre les Britanniques de ne pas les abandonner à une Irlande républicaine et catholique qui, – ils en sont convaincus –, les priverait de leur liberté religieuse, de leurs droits et, bien sûr, de leur pouvoir économique et politique. Les partisans de l'indépendance irlandaise s'organisent eux aussi en ces années troublées, créant une milice

armée, les Volontaires irlandais, qui deviendront rapidement l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA), et un parti politique, le *Sinn Féin*. La loi est votée, au grand dam du parti unioniste, mais la Première Guerre Mondiale conduit au report de son application en Irlande.

Ces années de guerre vont renforcer les divisions. Les Unionistes se sont massivement engagés dans l'armée britannique ; ils ont payé le prix du sang, manifesté leur loyauté à la couronne et ont affaibli la volonté et la capacité de Londres de leur imposer par la force une autonomie qu'ils rejettent. Ils sont prêts à se battre encore pour rester britanniques. Le soulèvement de Pâques 1916 à Dublin a confirmé que, pour les Républicains, l'autonomie promise serait insuffisante. Le traitement brutal infligé aux acteurs du soulèvement, condamnés à mort pour haute trahison, fait basculer l'opinion publique irlandaise, entraînant l'élection en 1919 de députés irlandais qui refusent de prendre leurs sièges à Westminster, fondent leur propre parlement à Dublin, le *Dail*, et réclament l'indépendance complète. Londres cherche une solution et l'IRA mène une guérilla très efficace entraînant dès 1919 les forces britanniques dans un conflit sporadique mais violent. Après des mois d'affrontement, cette guerre d'indépendance débouche en décembre 1921 sur un accord négocié à grand peine entre le gouvernement britannique et les Irlandais menés notamment par Michael Collins (1890-1922), un des chefs de l'IRA. Dans le cadre de cet accord, les trois-quarts de l'île obtiennent, sous le nom d'État Libre d'Irlande (*Irish Free State*), une autonomie si large qu'elle ressemble à l'indépendance espérée, à peu de choses près : serment d'allégeance à la couronne, statut de dominion au sein du Commonwealth. Mais six des neuf comtés de la province d'Ulster restent, comme leur population le souhaite majoritairement, au sein du Royaume-Uni avec un régime d'autonomie et leur propre parlement régional à Stormont, près de Belfast. En Irlande du Nord, puisque tel est le nom de la nouvelle entité, cet accord est accepté même si les Unionistes ne revendiquaient nullement un parlement autonome. Ces années les ont convaincus que les politiques britanniques ne se souciaient guère d'eux et qu'il fallait qu'ils prennent leur destin en main.

Le renoncement à l'intégrité géographique de l'île est un véritable traumatisme pour le jeune État Libre. Le *Dail*, nom gaélique de la nouvelle chambre des députés, entérine l'accord par une courte majorité, ce qui déclenche entre juin 1922 et mai 1923 une brève mais brutale guerre civile fratricide qui laissera des traces durables dans la structuration politique et dans

les mémoires, même une fois la République d'Irlande proclamée en 1949. La partition divise à plusieurs titres : géographiquement, politiquement, économiquement et culturellement. Les divisions sont particulièrement vives en termes de représentation identitaire : Britannique contre Irlandais, catholique contre protestant, républicain contre monarchiste, nationaliste contre unioniste. La réunification de l'île reste un objectif, un idéal, un regret pour beaucoup de Républicains, qui vont néanmoins devoir composer avec la réalité et s'éloigner au fil des années de cette province dominée par des Unionistes intransigeants, qui leur donnent mauvaise conscience et leur rappellent l'échec partiel de leur lutte pour l'indépendance de tous les Irlandais.

En Irlande du Nord, où les Unionistes de tradition protestante et britannique sont de fait systématiquement majoritaires au parlement de Stormont, un état ouvertement sectaire se développe sur des bases de discrimination qui nourrissent un fort sentiment de désaffection ou d'opposition dans la minorité catholique et nationaliste privée de tout pouvoir, et bien souvent, de toute justice, sur le plan des droits sociaux, économiques, culturels ou politiques. Londres ferme les yeux, Dublin aussi, laissant à l'IRA, désormais plus active au Nord, la possibilité de mener des actions armées sporadiques souvent autour de la frontière pour se poser en réels héritiers des hommes de 1916. Ni les Britanniques ni les dirigeants de l'État Libre ne pensaient que la



Fig. 1 : Irlande du Nord.

frontière durerait, que l'Irlande du Nord pourrait survivre. Un mécanisme était prévu pour rapprocher les deux parlements au nord et au sud et les inciter à fusionner, sans aucun succès. Pendant plus de quarante ans, Nord et Sud s'ignoreront totalement. Dans les années soixante, une opposition militante politique se développe en Irlande du Nord autour du mouvement pour les droits civiques (*NICRA*), revendiquant pour la minorité catholique nationaliste les droits dont ils étaient privés en matière d'emploi, de logement, de vote. Ces revendications pacifiques entraînent des réactions violentes avec le retour de milices armées et, à partir de 1969, l'intervention de l'armée britannique appelée à la rescousse pour faire cesser les émeutes et ramener le calme dans les rues de Belfast et London/Derry. Le nom-même de la ville de London/Derry est devenu le symbole des divisions, puisque les Unionistes tiennent à son nom complet tandis que, pour les nationalistes irlandais, elle demeure Derry. L'Irlande du Nord sombre alors dans les *troubles*, une guerre civile qui ne dit pas son nom mais fera de nombreuses victimes. L'explosion de violence et l'échec d'un gouvernement unioniste discrédité conduisent à suspendre le parlement de Stormont et à imposer l'administration directe de la région depuis Londres par un Secrétariat d'état à partir de 1972, après le drame de Bloody Sunday, quand l'armée britannique ouvre le feu sur des manifestants pacifiques à Derry, tuant 13 personnes. En représailles, une foule incendie l'Ambassade britannique à Dublin. À Westminster, Bernadette Devlin (1947-...), jeune députée républicaine d'Irlande du Nord de 1969 à 1974, gifle Reginald Maudling (1917-1979), Ministre de l'Intérieur, qu'elle accuse d'avoir menti au Parlement sur les circonstances dans lesquelles l'armée a ouvert le feu.

## ENSEMBLE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Par un hasard de l'histoire, c'est peu après, le 1er janvier 1973, que le Royaume-Uni et l'Irlande rejoignent ensemble la Communauté Économique Européenne (CEE). Les relations entre les deux pays restaient tendues, pour des raisons historiques certes, mais elles s'inscrivaient alors dans un contexte marqué par une actualité brûlante. En effet, les troubles s'aggravaient, la violence et le nombre de victimes, civiles, militaires et paramilitaires augmentaient, affectant prioritairement l'Irlande du Nord elle-même, mais aussi

sporadiquement la République d'Irlande et l'Angleterre. C'est au moins en partie en se côtoyant au sein de la CEE devenue Union européenne que les conditions d'une entente entre Irlande et Grande-Bretagne sont nées, les deux pays membres développant une relation plus équilibrée et confiante. Dans les années 1980, la résolution de la crise nord-irlandaise s'invite même en marge des sommets de l'Union Européenne. Londres et Dublin se parlent dans le cadre offert par l'Europe. Après des années de violence et d'échecs pour trouver une solution politique au conflit, une initiative née des efforts de John Hume (1937-2020), nationaliste modéré et député européen, pour amener l'IRA à la table des négociations via son aile politique, le *Sinn Fein*, va permettre l'instauration d'un cessez-le-feu en 1994 puis déboucher sur un accord plus global. Les divisions et antagonismes étaient si forts et si durables qu'il fallut aux négociateurs, menés par le Sénateur américain George Mitchell (1933-...), beaucoup d'imagination pour trouver une formule gagnante basée sur le partage de pouvoir et la reconnaissance d'une relation triangulaire avec des axes Londres-Belfast, Londres-Dublin mais aussi Dublin-Belfast. Symboliquement, Tony Blair (1953-...), Premier ministre de Grande-Bretagne, accepta de rouvrir une enquête sur les événements de Bloody Sunday et en 2010 l'enquête Saville lavera une bonne fois pour toute l'insulte faite aux victimes de les avoir faites passer pour des combattants armés qui auraient été des cibles légitimes pour les soldats britanniques<sup>1</sup>.

L'accord de Belfast dit du Vendredi Saint<sup>2</sup>, finalement signé en 1998 et dont les gouvernements irlandais et britanniques sont les garants, est original et complexe. Il instaure un partage de pouvoir obligatoire entre majorité et minorité en Irlande du Nord au Parlement et au sein de l'exécutif, mais aussi des instances de concertation entre Nord et Sud de l'Irlande avec des domaines de compétence partagés et des instances de concertation Est-Ouest dans le contexte de la dévolution en Grande Bretagne (parlement écossais, assemblée galloise). Ce même accord donne le droit aux citoyens nord-irlandais de prendre, au choix, les nationalités irlandaise et/ou britannique en fonction de leur sensibilité, de leur tradition, de leurs aspirations identitaires.

---

1. Voir en particulier Charlotte Barcat, <https://journals.openedition.org/osb/2370>.

2. En français, l'article wikipédia est assez complet. En anglais, retrouvez le texte complet sur <https://www.gov.uk/government/publications/the-belfast-agreement>. Le directeur de cabinet et négociateur en chef de Tony Blair, Jonathan Powell, a écrit un ouvrage passionnant sur les coulisses de ces négociations dont les détails sont donnés en bibliographie.

Cet accord a permis en 2005 la libération des prisonniers politiques, le départ des troupes britanniques, le démantèlement de toutes les installations militaires et de tous les postes frontières. La partition de 1921 avait instauré une frontière terrestre, au tracé arbitraire à certains endroits, de 500 kilomètres entre l'Irlande du Nord et République. À la veille du Brexit, 30 000 personnes traversaient quotidiennement une frontière devenue invisible via l'un de ses 400 points de passage et le commerce entre les deux parties de l'île n'était pas contrôlé puisque les règles européennes du marché unique étaient appliquées des deux côtés.

L'Accord de Belfast prévoit aussi la possibilité d'un référendum sur la réunification de l'Irlande et affirme que les deux gouvernements, irlandais et britannique, ne s'opposeront pas à la volonté exprimée par une majorité de la population nord-irlandaise. On comprend pourquoi les Unionistes les plus intransigeants du *Democratic Unionist Party* (*DUP*, parti créé par le révérend Ian Paisley) ont refusé de signer un tel accord, puisque le Royaume-Uni ne se porte plus garant du maintien *ad vitam aeternam* de leur région au sein du Royaume-Uni. Enfin, symboliquement l'Union Européenne se sent garante de cette paix retrouvée, à juste titre, parce qu'elle a largement subventionné la région et les initiatives de réconciliation de communautés, Unionistes et nationalistes, encore souvent méfiantes, voire antagonistes. On n'efface pas des siècles de divisions d'un trait de plume ou en une seule génération. Les instances mises en place par l'Accord de Belfast sont fragiles et ont souvent été suspendues, entraînant le retour à l'administration directe. En Irlande du Nord, tous les partis se sont ralliés à l'accord de Belfast et ce sont les plus « radicaux », le *Sinn Fein* côté républicain et le *DUP* côté unioniste, vainqueurs désormais aux élections régionales, qui sont invités à former ensemble un gouvernement et à siéger côte à côte à Stormont. Ce n'est pas toujours facile mais Londres et Dublin ont, au fil des ans, œuvré de conserve, cultivant une relation de confiance qui a permis de surmonter crises et tensions.

C'est cette confiance que le Brexit, considéré comme un défi et une menace, a mis à mal. Les Nord-Irlandais ne l'ont pas voté (56 % ont voté pour rester au sein de l'UE). Il est très mal vécu du côté de Dublin, pour des raisons que nous allons tenter d'expliquer. La République d'Irlande est certainement le pays de l'UE le plus directement affecté par la décision des Britanniques et par les incertitudes à répétition que le processus de sortie n'a cessé d'entraîner.

## UNE CONFIANCE MISE À MAL

Cette entrée simultanée dans l'Europe au 1<sup>er</sup> janvier 1973, malgré la crise politique en Ulster, reflétait le niveau d'imbrication des économies et sociétés du Royaume-Uni et de l'Irlande. Le Brexit impose de « détricoter », au moins partiellement, cette imbrication, contre la volonté de l'une des parties.

La préparation du Brexit a entraîné une mobilisation sans précédent de la diplomatie irlandaise. Depuis 1922 et la mise en place de la Zone Commune de Voyage (*Common Travel Area*), la circulation des personnes entre Irlande et Royaume-Uni s'effectue avec des contrôles minimums garantissant également le droit de vivre et travailler aux Irlandais en Grande-Bretagne et aux Britanniques de vivre et travailler en Irlande, ce qu'ils sont plusieurs centaines de milliers à faire aujourd'hui. Un point essentiel dans le cadre du Brexit du point de vue irlandais est le maintien de cet accord qui affecte la vie de dizaines de milliers de familles, puisque la liberté de circulation offerte par l'UE ne sera plus garantie. Les deux gouvernements se sont engagés à respecter cet accord et à lui donner une base légale plus solide. D'autres droits (vote, accès aux soins...) des Irlandais sur le territoire britannique et réciproquement sont actuellement très développés. Leur maintien après le Brexit nécessite des dispositions spécifiques. Royaume-Uni et Irlande semblent parvenus à garantir le maintien de ces droits post-Brexit avec l'aide des autres partenaires de l'UE qui se sont montrés compréhensifs.

Environ 300 000 Britanniques résident en Irlande (un peu moins de 10 % de la population de la République) et 1,8 millions de Nord-Irlandais sont éligibles à la nationalité irlandaise. En 2018, la demande pour des passeports irlandais a explosé avec près de 200 000 demandes dont 85 000 émanaient de Nord-Irlandais. En 2019, ce sont 900 000 passeports irlandais qui ont été distribués. Au premier semestre 2022, 400 000 passeports irlandais ont été délivrés et plus de 50 000 demandes venaient d'Irlande du Nord ; le nombre de demandes de passeports irlandais égale voire dépasse celles de passeports britanniques dans cette région depuis 2019<sup>3</sup> ; le Brexit y est

---

3. <https://www.irishtimes.com/news/ireland/irish-news/more-irish-than-uk-passports-issued-in-northern-ireland-for-first-time-1.4867712>. La question des passeports et des délais de délivrance fait régulièrement l'objet d'articles de presse mais aussi de questions au parlement irlandais :

certainement pour quelque chose car on peut être unioniste ou se sentir britannique et pourtant souhaiter circuler librement en Europe grâce au passeport irlandais.

Irlande et Royaume-Uni ont des économies fortement imbriquées malgré des monnaies différentes. En 1973, Le Royaume-Uni était le partenaire économique le plus important de l'Irlande, représentant à lui seul 50 % des échanges. Aujourd'hui, grâce à une diversification des échanges au sein de l'UE, cette proportion a diminué et n'en représente qu'environ 30 %, ce qui reste conséquent. Alors que l'économie irlandaise était en pleine expansion avec un taux de croissance qui frôlait les 5 % avant la crise sanitaire, un institut spécialisé irlandais, *ESRI (Economic and Social Research Institute)* estimait le coût du Brexit pour l'Irlande ans à 50 milliards d'euros sur une période de 10 ; il se serait élevé à 100 milliards si la sortie s'était faite sans accord<sup>4</sup>. La Grande Bretagne reste le troisième marché pour les exportations irlandaises et l'Irlande est le cinquième marché pour les exportations britanniques ; la ligne Dublin-Londres est l'axe de circulation le plus chargé en Europe<sup>5</sup>. Autant dire que la façon pour le moins cavalière dont le gouvernement britannique a décidé de soumettre la sortie du Royaume-Uni à un référendum sans engager au préalable un dialogue nourri avec ses homologues irlandais sur l'impact d'une telle évolution a beaucoup agacé et inquiété du côté de Dublin.

La République a agi promptement, lançant une campagne de grande ampleur auprès des partenaires de l'UE, assurant qu'elle ne suivrait pas la Grande-Bretagne et restait fermement au sein de l'UE. Le Parlement fut appelé en session extraordinaire, une cellule de crise fut mise en place au sein du ministère des Affaires étrangères pour poser et rendre publiques les priorités pour l'Irlande dans le cadre du Brexit. La présence des diplomates irlandais dans toutes les instances européennes fut renforcée. Le manque de fiabilité de Londres dans les phases de négociation laissera des traces. Le Brexit a été et demeure un test sur la place de l'Irlande au sein de l'UE. C'est

---

[https://www.oireachtas.ie/en/debates/question/2022-05-10/72/#:~:text=Minister%20for%20Foreign%20Affairs%20\(Deputy%20Simon%20Coveney\)&text=More%20than%20400%2C000%20passports%20have,year%2C%2035%2C000%20passports%20were%20issued.](https://www.oireachtas.ie/en/debates/question/2022-05-10/72/#:~:text=Minister%20for%20Foreign%20Affairs%20(Deputy%20Simon%20Coveney)&text=More%20than%20400%2C000%20passports%20have,year%2C%2035%2C000%20passports%20were%20issued.)

4. [https://www.esri.ie/system/files/publications/QEC2019SPR\\_SA\\_Bergin.pdf](https://www.esri.ie/system/files/publications/QEC2019SPR_SA_Bergin.pdf)

5. Voir par exemple le document du gouvernement irlandais, *Our Priorities*, <https://www.dfa.ie/brexit/brexit-negotiations/key-documents/>

un succès à ce jour, car les 27 ont fait front et ont bien entendu les demandes irlandaises ; il y a aussi des intérêts bien compris puisque la frontière entre les deux Irlande devient une frontière extérieure de l'UE avec tous les risques que cela représente. Nous en arrivons au nœud du problème, un problème complexe et d'une brûlante actualité avec le protocole nord-irlandais que Boris Johnson envisageait de remanier, voire de dénoncer, unilatéralement.

## L'ENJEU DE LA FRONTIÈRE

Le Brexit est bien un test pour l'accord de Belfast, qui garantit tant bien que mal la paix et un fonctionnement démocratique en Irlande du Nord. Les deux Premiers ministres irlandais qui ont été partie prenante des négociations menées par Michel Barnier, négociateur du Brexit pour l'Union européenne, à savoir Leo Varadkar de 2017 à 2020 et Micheal Martin depuis 2020, ont su convaincre l'UE de la nécessité de ne pas remettre en place une frontière physique en Irlande, un point que leurs homologues britanniques ont été lents à comprendre mais ont fini par accepter. Toutefois, comment garantir l'intégrité du marché unique européen si la frontière est ouverte ? L'accord négocié avec la Première ministre britannique Theresa May en novembre 2018 incluait un *backstop*, un « filet de sécurité »<sup>6</sup> qui garantissait que, jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé et potentiellement même après la sortie du Royaume-Uni de l'UE, l'Irlande du Nord resterait avec l'Irlande dans l'Union douanière, permettant ainsi de ne pas remettre en place une frontière physique et des contrôles qui pourraient fragiliser le processus de paix.

Theresa May ne parvint pas à faire voter, à trois reprises entre janvier et avril 2019, cet accord par Westminster, ce qui allait provoquer sa démission et permettre l'arrivée à Downing Street en juillet du *Brexiteer* en chef, Boris Johnson. Par une de ces ironies que l'histoire affectionne, si le Parti libéral britannique avait dû faire alliance avec le parti autonomiste irlandais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est avec le Parti unioniste démocrate (*Democratic Unionist Party*), le parti unioniste le plus intransigent, que Theresa May a dû faire

---

6. Voir par exemple : [https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/la-grande-bretagne-et-l-ue/brexit-on-vous-explique-le-backstop-irlandais-ce-filet-de-securite-au-coeur-du-bras-de-fer-entre-londres-et-bruxelles\\_3167753.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/la-grande-bretagne-et-l-ue/brexit-on-vous-explique-le-backstop-irlandais-ce-filet-de-securite-au-coeur-du-bras-de-fer-entre-londres-et-bruxelles_3167753.html)

alliance après l'élection législative calamiteuse de 2017 pour rester au pouvoir dans un gouvernement de coalition, accordant ainsi aux embarrassants alliés nord-irlandais avec leurs dix élus à Westminster, un rôle-clé sans rapport avec leur poids électoral réel. Au fil des années depuis 1998, les acteurs nord-irlandais du processus de paix, les partis modérés, le Parti Unioniste d'Ulster (*UUP*) de David Trimble et le parti social-démocrate (*SDLP*) de John Hume, ont perdu leur base électorale et les votes des Nord-Irlandais se sont portés massivement sur les deux partis qui sont perçus comme représentant les intérêts et identités, toujours divergents voire antagonistes, des deux communautés en présence : d'un côté, les Unionistes du *DUP* opposés à toute remise en cause de leur place au sein du Royaume-Uni et de leur identité britannique (politique, religieuse et culturelle) et, de l'autre, les Républicains de *Sinn Fein* aspirant à la réunification de l'île. Comme *Sinn Fein* refuse toujours de siéger dans un parlement «étranger» dont ses membres ne reconnaissent pas la légitimité, il n'y avait pratiquement que les Unionistes du *DUP* pour représenter l'Irlande du Nord à Westminster. Theresa May a rapidement démontré son incompréhension de la position des Unionistes, une incompréhension partagée par nombre de Britanniques depuis bien longtemps. Ces parlementaires, menés par Arlene Foster, ont en effet refusé de soutenir un accord qui, du fait du *backstop*, instaurait à leurs yeux et dans les faits une inégalité de traitement entre l'Irlande du Nord et le reste du territoire britannique, prélude selon ces «inquiets» – certains diraient «paranoïaques» – à la remise en cause de la place de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni. Entre l'Union, qui amarre l'Irlande du Nord au Royaume-Uni, et le Brexit, le *DUP* a choisi de défendre l'Union. Tout ce qui pourrait menacer la place de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni est anathème, même si le prix à payer est le report ou l'annulation du Brexit lui-même, une nouvelle élection générale, l'explosion du parti conservateur, ou le retour de la frontière. Theresa May a découvert la célèbre intransigeance unioniste (*not an inch*, «pas un pouce» *no surrender* «nous ne nous rendrons jamais»...) que même la promesse de poser sa tête sur le billot n'a pas ébranlée. Exit Teresa May en juin 2019, après l'échec de trois tentatives pour faire voter l'accord de sortie de l'Union européenne par Westminster.

Boris Johnson avait affirmé qu'il parviendrait à négocier un meilleur accord pour le Royaume-Uni que celui que Theresa May était parvenue à obtenir. Sa victoire aux élections convoquées en urgence en décembre 2019

lui a donné une majorité le dispensant de chercher le soutien du *DUP*. Il avait rencontré son homologue irlandais, Leo Varadkar, le 10 octobre 2019. L'UE affirmait refuser de nouvelles négociations mais s'est laissée tordre le bras à l'issue d'un véritable marathon dont le backstop irlandais était le principal point d'achoppement. Michel Barnier déclarait à Belfast le 27 janvier 2020 :

*La solution dont nous sommes convenus permet à l'Irlande du Nord de continuer de faire partie du territoire douanier du Royaume-Uni tout en bénéficiant des avantages du marché unique. C'est un système viable, conçu pour durer*<sup>7</sup>.

En effet le « filet de sécurité » a cédé la place à un « protocole nord-irlandais » dans l'accord ratifié le 31 janvier 2020, qui instaure une période de transition d'un an jusqu'à la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE.

Le site internet de l'UE explique que le protocole *évite la mise en place d'une frontière physique entre l'Irlande et l'Irlande du Nord et protège l'économie de l'ensemble de l'île ainsi que l'accord du Vendredi Saint (ou accord de Belfast) dans toutes ses dimensions tout en préservant « l'intégrité du marché unique de l'UE » et, – c'est là la différence avec le backstop –, en maintenant l'Irlande du Nord dans le territoire douanier du Royaume-Uni afin qu'elle puisse bénéficier des futurs accords de libre-échange que le Royaume-Uni pourrait conclure avec des pays tiers*<sup>8</sup>.

Comment le protocole accomplit-il ce miracle ? En vertu de cet accord, *L'Irlande du Nord reste alignée sur un ensemble limité de règles de l'UE, notamment pour ce qui est des marchandises, ce qui permet d'éviter les vérifications et contrôles douaniers sur l'île.*

Malgré cela, des contrôles et vérifications sont nécessaires pour certaines marchandises venant du Royaume-Uni et les inspections s'effectuent sur la base d'une frontière, imaginaire, en mer d'Irlande, ce qui ne plaisait

---

7. Voir le site de l'UE à ce sujet : [https://ec.europa.eu/info/strategy/relations-non-eu-countries/relations-united-kingdom/eu-uk-withdrawal-agreement/protocol-ireland-and-northern-ireland\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/relations-non-eu-countries/relations-united-kingdom/eu-uk-withdrawal-agreement/protocol-ireland-and-northern-ireland_fr).

8. *Ibid.*

guère aux Unionistes puisque l'Irlande du Nord, dans le cadre de ce protocole, continue d'être traitée différemment du reste du territoire britannique. Comment lutter contre les réalités de la géographie physique ? Pour calmer ces inquiétudes, l'accord incorpore une nouvelle mesure donnant à l'assemblée nord-irlandaise « une voix décisive en ce qui concerne l'application à long terme de la législation pertinente de l'UE en Irlande du Nord, sur la base de discussions intenses entre l'Irlande et le Royaume-Uni. »

Il est également spécifié, ce qui n'est pas neutre, que « la Commission a entretenu des contacts étroits et constants avec le gouvernement irlandais sur ce point. » Comment fonctionne ce nouveau mécanisme dit « de consentement » ?

*Quatre ans après la fin de la période de transition, l'Assemblée pourra, à la majorité simple, consentir à ce que la législation pertinente de l'Union continue d'être appliquée ou décider d'y mettre fin, auquel cas*

### How checks between Britain and Northern Ireland work

Certain goods, such as meat and eggs, need to be checked when they enter Northern Ireland from Great Britain



Fig. 2 : Protocole d'échanges entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne.

*le Royaume-Uni adresserait une notification à l'UE et le protocole cesserait de s'appliquer deux ans plus tard*<sup>9</sup>.

C'est donc ce protocole, dont on devine la complexité, qui depuis des mois est mis à l'épreuve. En effet, la frontière en mer d'Irlande avec contrôle douaniers et sanitaires à l'entrée sur le territoire et dans les ports d'Irlande du Nord ne va pas sans poser quelques problèmes pratiques réels : ralentissement de la circulation des marchandises et alourdissement de certaines démarches de déclaration. Mais la difficulté principale n'est pas pratique, elle est politique : les Unionistes ne cessent de dénoncer un protocole qui fait que les produits britanniques ne peuvent circuler librement sur ce territoire. Maintenant que la période de transition est terminée et que le protocole s'applique pleinement, l'UE se dit prête à alléger les contrôles mais jusqu'à quel point est-ce possible sans faire de cette frontière une véritable passoire ? Le gouvernement britannique et son négociateur, Lord Frost, n'hésitent pas depuis quelques semaines à menacer de recourir à l'article 16 du protocole, ce qui suspendrait unilatéralement son application mais remettrait aussi en cause le reste de l'accord sur le Brexit. Discrédité par le *partygate*<sup>10</sup>, Boris Johnson semble tenté de se servir du protocole nord-irlandais comme moyen de diversion. Aussi, compte-t-il soumettre au vote du Parlement, début juillet 2022, la dénonciation du protocole, contre l'avis de nombreux juristes internationaux et au risque de déclencher une guerre économique avec l'UE, une perspective que Micheal Martin, Premier ministre irlandais (*Fianna Fail*) a dit redouter. 52 des 90 membres de l'assemblée nord-irlandaise (tous sauf les Unionistes) ont écrit au Premier ministre britannique pour exprimer leur opposition totale à cette proposition imprudente. Le *DUP* de son côté bloque la mise en place d'un gouvernement en Irlande du Nord, encore meurtri d'avoir perdu son statut de premier parti d'Irlande du Nord lors des récentes élections en mai 2022<sup>11</sup>. *Sinn Féin*, qui lui a ravi ce titre, soutient le protocole et voit dans toutes ces difficultés une belle occasion pour promouvoir la réunification de l'Irlande qu'ils appellent de leurs vœux depuis un siècle. On imagine sans mal les dangers du mécanisme de consentement dans de telles conditions.

---

9. *Ibid.*

10. Boris Johnson est accusé d'avoir violé les règles du confinement en participant à des fêtes organisées par ses collaborateurs à Downing Street.

11. Résultats complets sur <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-9549/>

En conclusion, il est désolant et même un peu effrayant de voir à quel point la majorité des électeurs mais aussi des hommes et femmes politiques britanniques ont ignoré les enjeux irlandais et nord-irlandais lors de la campagne référendaire sur le Brexit. L'Ecosse était dans tous les esprits et les propos, contrairement à l'Irlande, et pourtant... L'Irlande et l'UE défendent leurs intérêts partagés et leurs liens sortent renforcés de cette crise ; l'Irlande s'efforce de gérer les conséquences du Brexit sur de nombreux fronts et semble pour le moment bien tirer son épingle du jeu en matière économique, tout en redoutant que la question de la réunification lui soit posée puisque, à juste titre et forts de l'expérience du Brexit, gouvernement et population ont conscience des dangers d'un référendum sur un sujet dont les enjeux n'auraient pas été pleinement mesurés et préparés bien en amont<sup>12</sup> ; l'Irlande du Nord, divisée sur le Brexit, redoute un retour de la frontière qui pourrait relancer les hostilités et entend préparer la demande d'une réunification qui pourrait mettre de nouveau le feu aux poudres. À Londres, Boris Johnson menace de modifier unilatéralement un protocole dont le fonctionnement au quotidien rappelle que l'Irlande du Nord est soumise à des règles et à des contrôles différents du reste du Royaume-Uni. On l'aura compris, le Brexit ne cesse de raviver les tensions d'une Irlande toujours divisée, un siècle après la guerre d'indépendance et la création de l'Irlande du Nord.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- HUTCHINSON, Wesley (1997). *La question irlandaise*. Ellipses, Paris.
- JEANNIER, Fabien (2019). *Le Brexit et la frontière irlandaise*. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/brexit-frontiere-irlandaise/>
- MAIGNANT, Catherine (1996). *Histoire et civilisation de l'Irlande*. Nathan, Paris.
- SLABY, Alexandra (2016). *Histoire de l'Irlande de 1912 à nos jours*. Tallandier, Paris.
- POWELL, Jonathan (2008). *Great Hatred, Little Room. Making Peace in Northern Ireland*. Vintage books, Londres.

---

12. Voir par exemple l'entretien du Premier Ministre irlandais : <https://www.france24.com/fr/C3%A9missions/l-entretien/20210219-irlande-le-premier-ministre-miche%C3%A11-martin-ne-veut-pas-d-un-r%C3%A9f%C3%A9rendum-de-r%C3%A9unification>